

Observatoire des Amériques

AMÉRIQUE CENTRALE BILAN 2002

Par Sylvie Dugas

Janvier 2003

Économie

Après avoir été durement touchée par l'ouragan Mitch en 2001, l'Amérique centrale se remet avec peine de ses difficultés économiques. La région est frappée de plein fouet par la chute des prix internationaux du café¹, qui a fait perdre aux pays producteurs quelque 713 M\$ US en 2001, jeté au chômage des milliers de travailleurs journaliers² et malmené quelque 300 000 producteurs agricoles. Le café représente une importante source de devises pour l'Amérique centrale et une part appréciable de son économie, soit 8,2 % du PIB du Honduras, 7,2 % au Nicaragua, 4,2 % au Guatemala, 2,5 % au Salvador et 1,3 % au Costa Rica. Une rencontre entre gouvernements, producteurs et exportateurs a été organisée en avril par la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et l'Agence de développement internationale (AID) pour tenter de solutionner la crise. La baisse de revenus a obligé les gouvernements de la région à venir en aide aux paysans au bord de la faillite et à réduire leurs dépenses publiques. Selon la CÉPALC, cette mesure

¹ Selon un rapport d'Oxfam, le marché du café traverse une « crise » caractérisée par l'effondrement des cours, la surproduction et une baisse de la qualité, si bien que plusieurs des 25 millions de producteurs à travers le monde risqueraient la faillite.

² Selon les estimations, 170 000 travailleurs auraient été mis à pied raison de la crise du café en Amérique centrale. La chute des cours du café aurait fait perdre leur gagne-pain à quelque 540 000 travailleurs des pays les plus pauvres du monde, selon « Centroamérica une fuerzas para buscar salida a crisis cafetera », *La Prensa Honduras*, 5 avril 2002.

s'est avérée improductive. La CÉPALC plaide davantage pour le financement de méthodes plus efficaces de production et pour la diversification des produits agricoles³. L'Agence de développement internationale (AID) a avancé quelque 6 M\$US pour favoriser de nouvelles cultures.

Contrairement à ce qui était espéré, la majorité des PME de la région n'ont pas réussi à prospérer en 2002 et font face à une situation précaire en raison d'un manque de productivité et de capitalisation. Selon une étude de l'OIT, 83 % des 3,1 millions de PME en Amérique centrale fournissant de l'emploi à quelque 5,6 millions de travailleurs, ont de faibles revenus et une mauvaise qualité de production.

Guatemala

Malgré une légère hausse durant le second semestre, le Guatemala a enregistré pour la quatrième année consécutive une baisse de sa croissance. Le PIB a augmenté de 1,9 % contre 2,4 % l'année précédente. Outre la faiblesse de l'économie mondiale, la chute de l'investissement interne et l'application du programme de stabilisation en sont responsables. Le déficit gouvernemental a été réduit de 1,1 % du PIB (contre 2 % l'année dernière), le taux d'inflation a baissé de 6,3 % (contre 8,9 % en 2001). La faible demande interne conjuguée à une appréciation de la monnaie ont provoqué une forte hausse du déficit commercial. Mais grâce à une poussée notable des entrées

³ Tiré de « Crisis call to Latin American coffee growers », *Financial Time*, 15 avril 2002.



de devises, le déficit du compte courant a été légèrement réduit. La Banque mondiale a approuvé en mars un prêt de 155 M\$US pour réformer le système financier souillé par la corruption.

Salvador

La croissance du PIB salvadorien a atteint 2,3 % en 2002, une légère amélioration par rapport au 1,9 % enregistré l'an dernier. Cependant le PIB per capita a continué à stagner pour la troisième année consécutive. Les facteurs à l'origine de la croissance du PIB sont la demande américaine accrue et le dynamisme de l'investissement public à la suite des tremblements de terre survenus au début de 2001. La baisse des prix internationaux du café et l'augmentation du prix du pétrole ont modéré la reprise. En raison de l'instabilité politique et sociale interne, l'investissement privé s'est aussi affaibli. En 2002, l'économie nicaraguayenne s'est détériorée pour une troisième année consécutive, avec une croissance d'à peine 0,5 %, soit 2,5 % de moins qu'en 2001. Le PNB per capita a donc été réduit de 2,1 % et le taux de chômage a grimpé jusqu'à 12,9 %. Les grands responsables de cette piètre performance : la détérioration des termes de l'échange, la lente récupération de l'économie mondiale et le processus d'ajustement fiscal, qui a affecté les dépenses d'investissement. Après avoir conclu des accords de libre-échange avec le Mexique en 2000 et avec le Chili, en vigueur depuis le 6 juin 2002, le Salvador a récidivé avec le Panama en signant un accord le 6 mars 2002. Malgré l'entrée en circulation du dollar le 1er janvier 2001, 50 % des transactions se font toujours en Colon.

Honduras

En 2002, l'économie hondurienne a été caractérisée par une faible croissance de l'activité productive. Alors que le PIB s'est accru de 2 %, le PIB per capita a chuté de 0,6 %. Se relevant avec peine des dommages causés par l'ouragan Mitch, le secteur exportateur a stagné. La lente récupération de l'économie internationale, la crise du café et les bas prix de certains produits primaires ont nui à la reprise et provoqué une hausse du chômage et une baisse de l'investissement brut. Le secteur agricole a été le plus touché de même que l'industrie maquiladoras et certains services. Dans le but de freiner la criminalité et stimuler l'économie, le président a présenté un plan de réactivation économique visant à appuyer la production rurale et urbaine, à moyen et long terme. Afin d'obtenir une remise de sa dette internationale, le Honduras a soumis au FMI en mai un programme d'austérité visant à réduire le budget de 2 %, risquant de ce fait de provoquer l'ire des syndicats du secteur public. Tout comme le Salvador l'avait fait en 2001, le gouvernement étudie la possibilité de dollariser l'économie. Dans l'impossibilité de moderniser ses infrastructures, il a aussi annoncé son intention de privatiser Hondutel, la société d'État de télécommunications.

Costa Rica

Malgré un contexte international défavorable, le PIB costaricain a crû de 2,8 % en 2002. La principale source de

cette performance a été l'accroissement de la demande interne et, dans une moindre mesure, des exportations de biens et services. Toutefois, le déséquilibre du compte courant de la balance des paiements s'est accru en raison de l'augmentation rapide des importations. Malgré le rythme soutenu de l'activité économique, le chômage a atteint 6,4 % (plus encore dans les régions urbaines) et le pouvoir acquisitif des salaires s'est également érodé. L'accord de libre-échange avec la République dominicaine a pris effet le 7 mars 2002. Le Costa Rica, qui détenait la présidence du Système d'intégration régionale (SICA) s'est également engagé à réaliser une union douanière avec les autres pays d'Amérique centrale. Comme l'a précisé le ministre du Commerce extérieur, Alberto Trejos, la priorité est maintenant d'obtenir un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Panama

Pour la deuxième année consécutive, l'économie panaméenne a stagné en 2002. Le PIB n'a crû que de 0,4 %, et le PIB per capita s'est amenuisé. Les problèmes économiques en Amérique latine ont contribué à la contraction de la réexportation des marchandises et des services internationaux. En raison de la chute pour une troisième année de l'investissement, la demande interne et la consommation ont diminué. Le taux d'inflation est resté bas, le taux de chômage a diminué légèrement de même que le salaire réel moyen. Le report de l'approbation du budget a causé beaucoup d'émoi, mais en milieu d'année, l'impasse a été résolue par l'approbation d'un plan de réactivation économique qui devrait améliorer la situation en 2003. Le Panama a signé un accord de libre-échange avec le Salvador le 6 mars et a engagé en juillet des négociations bilatérales avec le Nicaragua pour les mêmes objectifs. Lors de son passage au Panama en mars, l'ancien Premier ministre brésilien, Fernando Enrique Cardoso, a exprimé son intérêt pour la modernisation du Canal de Panama, un projet évalué à 4 milliards \$US. À la suite des événements du 11 septembre, le pays a décidé de prélever un tarif supplémentaire au Canal de Panama pour assurer la sécurité, qui devait prendre effet en octobre. En mai, le pays a également annoncé la libéralisation du secteur du pétrole, autorisant la fermeture de son unique usine de raffinage de pétrole et permettant la création de zones libres d'importation et de distribution de combustibles raffinés.

Le Plan Puebla-Panama

Pour revigorer l'économie de la région, les dirigeants centraméricains ont continué de paver la voie au Plan Puebla-Panama (PPP). Ce mégaprojet, lancé le 15 juin 2001 par le président mexicain Vicente Fox, prévoit accélérer la croissance économique des sept pays de l'isthme et de neuf États mexicains par la création d'une zone de développement durable allant de Puebla à Panama. Cette zone, englobant un PIB de quelque 394 M\$ US⁴, serait revitalisée à l'aide de divers projets d'infrastructure (routes, interconnexion électrique, intégration des réseaux de télécommunications, gazoducs, ports et aéroports),

⁴ Le PIB centraméricain est évalué à 43 M\$US contre celui du Mexique, qui est de 351 M\$US.

d'aménagements touristiques et de développements axés sur la protection de l'environnement, l'ouverture économique et la croissance de micro, petites et moyennes entreprises. Le Système électrique centraméricain compte déjà sur une somme de 320 M\$US provenant de la Banque interaméricaine de développement (BID), de l'Espagne et des pays membres du Plan. Une route de 8 000 km allant de Puebla à Panama sera également construite, incluant la réfection et construction d'un chemin de fer à un coût de 3,6 milliards \$US.

Les présidents des pays participants se sont réunis en juin dernier pour mettre au point le financement du projet, dont le coût total est estimé à plus de 9 milliards \$US. La BID a déjà octroyé des crédits totalisant 4 milliards \$US pour la réalisation du projet. Au cours de la réunion, les dirigeants du Mexique et d'Amérique centrale se sont entendus pour déboursier une somme de 3,5 milliards \$ dans le but de réparer les autoroutes de la région. « Ceci est un pas vers la réalisation de leur ambitieuse vision d'intégration régionale »⁵. La Banque centraméricaine d'intégration économique a aussi libéré en octobre une somme de 150 000 \$US (30 000\$ par pays) pour concrétiser les projets réalisables dans le cadre du PPP. Les fonds nécessaires à la mise en marche du PPP demeurent toutefois insuffisants. L'apport du secteur privé sera donc essentiel. Mais pour obtenir le financement indispensable, les gouvernements de la région devront moderniser leurs frontières ainsi que les termes des traités commerciaux, promouvoir des incitatifs pour la croissance des PME et accroître la compétitivité régionale.

Quelque 350 organisations civiles d'une quinzaine de pays de la région ont manifesté leur opposition au projet. Elles ont demandé un moratoire sur le PPP, avisant que ce projet pourrait compromettre la biodiversité mésoaméricaine et représente une menace sérieuse pour les peuples autochtones⁶. Plusieurs analystes croient que le PPP ne pourra s'implanter sans un volet social en raison de la pauvreté extrême qui sévit dans cette zone et de son taux élevé de chômage. À la mi-octobre, lors de la commémoration des 510 ans de la découverte des Amériques, quelque 20 000 autochtones de la région ont bloqué les principaux postes frontaliers pour protester contre l'imposition du modèle économique néolibéral et la mondialisation. Ils s'opposent à la ZLEA, aux traités de libre-échange ainsi qu'au PPP⁷. Au Honduras, un millier de militants d'organisations populaires ont suivi la consigne, dénonçant les mêmes projets.

⁵ Mexico, « Central America pave way for integration », Reuters, vendredi 28 juin 2002.

⁶ Celles-ci étaient réunies au Guatemala lors des semaines de la biodiversité biologique et culturelle. « Moratoria a proyectos del PPP, exigen en Guatemala », *La Jornada*, 28 juin 2002.

⁷ Cette manifestation a été décidée durant le Forum de Managua 2002, tenu en juin passé au Nicaragua, qui a rassemblé quelque 800 représentants de 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Tiré de « Indígenas protestan contra ALCA », *La Prensa Grafica*, 11 octobre 2002.

L'intégration régionale

Le mouvement d'intégration régionale se poursuit sous la poussée des négociations de libre-échange entamées avec le Canada et les États-Unis⁸. L'espoir d'une entente du même genre avec l'Union européenne demeure aussi vivace. Dès la fin-février, les présidents ont signé le 27 février 2002 un accord visant l'uniformisation des tarifs douaniers et la création d'une commission d'arbitrage qui se substituera à la Cour centraméricaine de justice afin de résoudre les différends commerciaux⁹. L'accord prévoit en outre d'accélérer les négociations de libre-échange dans la région. Les gouvernants du Salvador, du Nicaragua et du Honduras ont aussi signé une entente tripartite en vue de la coopération et la libre circulation des forces navales dans le golfe de Fonseca. Par ailleurs, les producteurs agricoles de l'isthme se sont réunis à la mi-mars au Nicaragua pour explorer les moyens de s'insérer en tant que bloc centraméricain dans l'économie mondiale. La Fédération des chambres de commerce d'Amérique centrale¹⁰ a aussi fortement incité les gouvernements de la région à accélérer le processus d'intégration en concrétisant de façon urgente une union douanière.

Le 6 mars 2002, l'Amérique centrale et le Panama ont signé une entente-cadre de libre-échange. Les partenaires s'engagent de ce fait à former une zone de libre-échange constituée par plus de 30 millions de consommateurs. À la même occasion, le Salvador et le Panama ont conclu une entente bilatérale de libre-échange. Lors de l'entrée en vigueur du traité, les tarifs douaniers de 81 % sur les produits fabriqués dans les deux pays seront abolis. À cette occasion, le Brésil a avoué son intention d'approfondir ses liens commerciaux avec l'Amérique centrale. Cependant, de nombreux obstacles persistent toujours pour faciliter les échanges commerciaux entre les pays membres du marché commun. Par exemple, le Honduras refusait en octobre d'autoriser les importations de poulet frais en provenance du Costa Rica si ce dernier ne se conformait pas aux exigences sanitaires prévues par l'OMC.

Lors du Sommet Eurolatinoaméricain de Madrid, tenu en mai 2002, l'Union européenne (UE) a proposé à l'Amérique centrale un accord de dialogue politique et de coopération, repoussant la possibilité d'un accord de libre-

⁸ Selon *La Prensa Honduras* du 8 novembre 2002, l'intérêt de la région pour souscrire à un accord de libre-échange avec les États-Unis a déjà entraîné la suppression de 33 des 59 obstacles empêchant l'entrée en vigueur de l'Union douanière à la fin de 2003. L'Assemblée législative du Nicaragua annulera également d'ici quelques mois le tarif de 35 % imposé jusqu'ici aux importations en provenance du Honduras. Les gouvernements de la région poursuivent les négociations bilatérales en vue du démantèlement des entraves au libre-échange dans le bloc centraméricain. La SIECA a identifié ces obstacles comme étant reliés à 45 % aux procédures douanières, à 22 % aux mesures sanitaires et phytosanitaires, à 15 % aux règlements de transit, à 8 % aux dispositions tarifaires et un pourcentage équivalent relié aux normes techniques.

⁹ « Presidentes acuerdan que arbitraje solventa los conflictos comerciales », *La Prensa Tegucigalpa*, 28 février 2002.

¹⁰ Les commerçants centraméricains se sont réunis au Costa Rica à la mi-mars.

échange à brève échéance¹¹. Ce dialogue vise à atteindre les objectifs suivants : la stabilité politique et sociale par le biais de la démocratie, le respect des droits humains et une bonne gouvernance, la poursuite du processus d'intégration régionale entre les pays, la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Un accord de libre-échange ne pourrait survenir qu'après la conclusion de cet accord de dialogue et de coopération, une meilleure intégration régionale étant également jugée un pré-requis indispensable. Dans l'état actuel, l'UE a considéré que le niveau économique et d'intégration de l'Amérique centrale n'était pas encore propice à un accord de libre-échange. Les quinze ont donc choisi de négocier la libéralisation économique avec la région dans le cadre de l'OMC durant l'année 2003. Les pourparlers en vue d'un accord de libre-échange pourraient débuter en 2004.

Devant la volte-face européenne, les présidents du Guatemala, du Honduras, du Salvador et du Nicaragua ont réagi avec vigueur en promettant de supprimer les tarifs douaniers entre leurs pays et d'implanter une Union douanière (tarif extérieur commun) prévue pour décembre 2003. L'union douanière est déjà en vigueur entre le Guatemala et le Salvador depuis 2001. L'entente conclue avec les États-Unis concernant la négociation d'un accord de libre-échange est également un incitatif pour un renforcement de l'intégration régionale. Le Costa Rica est aussi déterminé à intégrer définitivement le MCCA dans le contexte de formation de blocs économiques. Le pays, qui a annoncé en juin son intention de participer au processus d'union douanière, plaide pour une intégration non seulement économique, mais aussi sociale et culturelle. Le Honduras et le Nicaragua ont pour leur part résolu en juillet leur différend concernant le tarif de 35 % appliqué aux marchandises nicaraguayennes par le gouvernement hondurien, en convenant d'un tarif douanier unique à cette frontière en échange de l'exploitation conjointe de la Mer des Caraïbes¹². Le bloc centraméricain a débuté également des négociations en vue d'un accord de libre-échange avec la République dominicaine.

La négociation d'accords de libre-échange avec le Canada et les États-Unis

Donnant le ton, le Canada a entamé en novembre 2001 des pourparlers avec quatre pays d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Nicaragua et Honduras) en vue de conclure un accord de libre-échange. Un accord du même type avec le Costa Rica, conclu à l'été 2001, est entré en vigueur le 1er novembre 2002. Les négociations commerciales devaient se terminer à la fin de 2002, mais les pourparlers ont été ralentis par certains problèmes de coordination entre les quatre pays. Selon toute probabilité, l'accord devrait être conclu durant la première moitié de 2003. Plusieurs thèmes ont déjà été abordés et sont en bonne voie de règlement¹³, mais les secteurs les plus

sensibles font encore l'objet de discussion, tel l'agriculture. D'autre part, le Honduras a refusé toute exigence formelle en matière d'environnement ou de travail, alors que le Canada souhaite reconduire dans cette entente les dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)¹⁴. Lors d'une quatrième ronde de négociation à la mi-juillet 2002, le chef de la délégation canadienne, Duane Van Beselaere, a toutefois confirmé que le Canada n'imposerait pas de sanctions commerciales aux pays d'Amérique centrale dans les domaines du travail et de l'environnement.

Depuis plusieurs années, l'isthme centraméricain sollicite la signature d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. Le géant américain est le principal partenaire commercial de l'Amérique centrale. À titre d'exemple : 53 % des exportations costariciennes sont destinées à ce pays. La balance commerciale penche cependant du côté américain, les États-Unis ayant enregistré en 2001 un surplus de 4 M\$ face à la région¹⁵. Actuellement, les pays d'Amérique centrale jouissent de préférences commerciales dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes et du Système général de préférences avec les États-Unis, mais ces ententes ne sont pas permanentes et ne contiennent aucune règle ayant trait à la solution des controverses. D'où l'intérêt de conclure un accord qui faciliterait les échanges et assurerait une meilleure compétitivité à la région tout en réduisant la pauvreté.

Ce projet est maintenant sur la bonne voie, après l'annonce faite le 16 janvier 2002 et la visite du président américain Georges Bush dans la capitale salvadorienne, le 24 mars dernier. Washington a alors réitéré son intention de négocier un accord de libre-échange à partir de janvier 2003, sans s'engager toutefois à réduire les subventions agricoles à cause de l'opposition du Congrès.¹⁶ Les États-Unis sont prêts à intégrer l'immigration dans un éventuel traité régional, ce qui pourrait améliorer le sort de milliers de travailleurs immigrants illégaux¹⁷. Mais le président

antidumping, les procédures douanières, les services et l'investissement, la solution des controverses, les politiques de concurrence et les achats gouvernementaux.

¹⁴ Pour répondre aux préoccupations des groupes environnementaux et de droits humains, on répète que la fameuse disposition « investisseur-État » ne contraint en rien la capacité de légiférer des gouvernements notamment en matière environnementale, de santé ou de services sociaux. Le gouvernement canadien promet toutefois de tenir compte des leçons apprises dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en exigeant des règles plus claires, une plus grande transparence et une plus grande discipline dans les procédures d'application de cette clause.

¹⁵ Selon les statistiques du Secrétariat d'intégration économique (SIECA), le Guatemala a importé des produits américains pour une somme de 1,934.24 MUS\$ alors qu'il n'a vendu aux États-Unis que des produits atteignant une valeur de 971 MUS\$. Ce déficit commercial perdure depuis 1998. Quant au Salvador, ses exportations ont États-Unis n'ont été que de 318.49 MUS\$ en 2000, alors qu'il a importé plus de 1,297.56 milliard US\$ durant la même période.

¹⁶ Tiré du *Financial Times*, 23 mars 2002.

¹⁷ Selon *La prensa honduras* du 3 juin 2002, le Commissaire des Services d'immigration et de naturalisation des États-Unis, James W. Ziglar, a affirmé que si les États-Unis concluent un accord pour

¹¹ «Unión Europea propone acuerdos a CA y a países andinos que excluyen un TLC », *La Prensa Honduras*, 16 avril 2002.

¹² « Honduras y Nicaragua acuerdan aduana única y explotar en conjunto el mar Caribe », *La Prensa Honduras*, 12 juillet 2002.

¹³ Soit l'accès aux marchés, les règles d'origine, les droits compensatoires, les mesures sanitaires, phytosanitaires et

Bush a demandé aux pays de l'isthme d'harmoniser leurs législations commerciales pour faciliter les négociations. Washington exige de la région qu'elle effectue des réformes économiques et crée les conditions propices au commerce et à l'investissement¹⁸. Les fonctionnaires américains considèrent qu'un accord de libre-échange avec l'Amérique centrale consoliderait les progrès démocratiques réalisés depuis la fin des guerres civiles, survenue au début des années 90¹⁹. Seul le Panama compte négocier un accord bilatéral avec Washington²⁰. L'Amérique centrale souhaite pour sa part négocier un accord non seulement commercial, mais qui prenne en compte la nécessité d'un développement économique et social régional.²¹

Une manifestation populaire a eu lieu à San Salvador pour protester contre la venue du président Bush. Une quarantaine d'organisations syndicales, universitaires et d'ONG centraméricaines, réunies sous la bannière du Forum de la société civile, ont alors dénoncé la proposition de Washington, affirmant qu'un accord de libre-échange avec les États-Unis n'est pas synonyme de croissance, d'emplois et de bien-être²².

Politique

L'année 2002 a été marquée au Costa Rica par les élections nationales. Au second tour des élections²³, le 7 avril 2002, le candidat conservateur Abel Pacheco a été élu nouveau président du Costa Rica en s'imposant avec plus de 58 % des suffrages sur son adversaire du centre-gauche, Rolando Araya. Abel Pacheco, âgé de 68 ans, psychiatre, écrivain et ancien animateur de télévision, a succédé le 8 mai, pour un mandat de quatre ans, à Miguel Angel Rodriguez, élu en 1998 également sous les couleurs du Parti de l'Unité sociale-chrétienne (PUSC). Il cédera sa place au terme d'un mandat mitigé, selon certains analystes. Accumulant des succès en matière d'infrastructure publique, il a échoué dans plusieurs de ses objectifs de développement social et de libéralisation économique²⁴.

Ce second tour, le premier organisé dans l'histoire du pays où 40 % des suffrages sont suffisants pour s'imposer au premier tour, a été marqué par un taux très élevé d'abstention (40 %). Selon les analystes politiques, cette

forte proportion d'abstentionnisme est le résultat de la perte de confiance déjà exprimée par 2,2 millions d'électeurs lors du premier tour. Le scrutin du 3 février avait vu la percée d'une troisième force politique dans ce pays placé depuis 50 ans sous la coupe du PUSC et du Parti de Libération nationale (PLN-centre-gauche). Le Parti de l'Action Citadine (PAC) et son chef Otton Solís avaient recueilli 26 % des voix à l'issue d'une campagne dénonçant la mainmise des deux partis traditionnels sur le pouvoir, la corruption et la mauvaise gestion des dépenses publiques. Abel Pacheco²⁵, qui reconnaît ses faiblesses dans le domaine économique ainsi qu'en politique extérieure, a bâti son succès en développant des thèses protectionnistes et en faisant appel à la fibre patriotique d'une population partagée entre le modernisme et ses traditions paysannes. « Ma priorité sera de lutter contre la pauvreté, de combattre les inégalités et de sévir avec force contre la corruption », a assuré Abel Pacheco²⁶.

Le nouveau président fait face à plusieurs défis. Il a promis de réduire l'important déficit fiscal de 1 % par année jusqu'à son annulation en 2006 et de faire croître le PIB national de 6 % par année. Pour diminuer les dépenses publiques, il pourrait être contraint de privatiser certaines sociétés d'État, dont les télécommunications, mesure à laquelle s'opposent un grand nombre d'associations citoyennes du Costa Rica. M. Pacheco s'est aussi engagé à réduire la pauvreté dans son pays, qui affecte 20 % des 3,8 millions de Costariciens. Mais pour gouverner, il devra conclure des alliances car il dispose d'à peine 19 députés, soit 33 % de l'Assemblée législative. Dès le début de son mandat, le président a appelé les différents secteurs de la population à lui faire connaître leurs demandes et leurs propositions.

Quelques mois après, le Costa Rica a été le théâtre de manifestations violentes²⁷. À l'appel d'associations de chauffeurs de taxis, agriculteurs, garagistes et transporteurs, les manifestants ont bloqué les principaux axes routiers pour s'opposer à la décision du gouvernement d'instaurer un contrôle technique pour les voitures et tout autre type de véhicules et dont la gestion a été confiée à une société espagnole²⁸. Lors d'affrontements parfois violents, plus

la légalisation des Mexicains immigrants illégaux, cette entente pourrait être valable aussi pour les pays d'Amérique centrale.

¹⁸ Tiré de « Exigen reformas económicas a C.A. ». *La Prensa Grafica*, 15 octobre 2002.

¹⁹ Selon la Maison blanche, un accord commercial avec l'Amérique centrale contribuerait à améliorer l'accès des produits centraméricains aux États-Unis, à consolider les efforts de réforme économique, à accélérer le processus d'intégration régionale et à promouvoir l'état de droit et le processus démocratique dans la région. Le gouvernement américain capitaliserait sur ce rapprochement commercial pour accroître sa présence militaire, débilitee par la fermeture de sa base militaire au Canal de Panama en 1999.

²⁰ Panamá debe negociar un TLC bilateral con EU, *La Prensa*, Panamá, 21 mars 2002.

²¹ Tiré de *La Nacion*, 12 mars 2002.

²² « Agrupaciones centroamericanas califican de « demagógico » el TLC con EUA », *La Prensa*, Honduras, 24 mars 2002.

²³ Le premier s'étant déroulé le 7 février 2002.

²⁴ « Presidente de Costa Rica concluye período sin lograr metas », *La Prensa*, Honduras, 8 mai 2002.

²⁵ M. Pacheco s'est imposé à un adversaire dénué de charisme, Rolando Araya, représentant le parti dont était issu le prix Nobel de la paix 1987 et ex-président Oscar Arias, pour son influence dans les accords de paix survenus au Nicaragua notamment. Le nouveau président sera tenu de multiplier les compromis pour mener à bien son action politique en raison de l'absence d'une majorité au Congrès. Lors du scrutin législatif en février, le PUSC n'a remporté en effet que 19 sièges (sur 57), contre 16 au PLN, 14 au PAC, 7 pour le mouvement Libertaire (ultra-libéral) et un pour le mouvement chrétien

²⁶ Ce paragraphe est tiré de l'article « Un psychiatre élu président au Costa Rica », *La Presse*, 8 avril 2002.

²⁷ « Manifestations violentes au Costa Rica », *La Presse*, 15 juillet 2002. Une centaine de personnes ont été blessées légèrement et la police a procédé à 78 interpellations lundi au cours de manifestations organisées dans plusieurs provinces du Costa Rica, ont indiqué les autorités.

²⁸ L'entreprise espagnole RTV, forte d'une grande expérience dans ce domaine, a remporté face à plusieurs sociétés costariciennes, un appel d'offre par l'ensemble des institutions du pays chargées de veiller au bon déroulement de l'attribution de tels marchés. Ce

d'une centaine de personnes ont été blessées. Le gouvernement du président Abel Pacheco a affronté ainsi sa première crise importante depuis sa prise de fonction le 8 mai dernier. Le contrôle technique a été imposé par le gouvernement afin d'améliorer la sécurité dans un pays où les infrastructures routières et le parc automobile ne se sont pas modernisés malgré l'augmentation constante du trafic²⁹.

Le Nicaragua a été plongé dans un scandale de corruption impliquant l'ex-président du pays, Arnoldo Alemán. L'ex-président, neuf de ses principaux collaborateurs de même que son frère, le député Agustín Alemán, ont été accusés en mars 2002 d'avoir détourné des fonds totalisant 1,5 M\$ appartenant au Canal Six, la télévision d'État. Arnoldo Aleman aurait également commis des actes irréguliers dans l'octroi d'une concession à une entreprise mexicaine pour opérer la bande B du téléphone cellulaire³⁰. L'ambassadeur du Mexique, Ricardo Galan, est aussi accusé de détournement de fonds. Aleman a quitté le Nicaragua pour s'enfuir en Grèce mais après la levée de son immunité, il a été convoqué en procès. Ce scandale a amené le nouveau président, Enrique Bolanos, à entamer une lutte sans merci contre la corruption, sans viser les sandinistes en particulier. Devant ces développements, le dirigeant de l'opposition sandiniste, Daniel Ortega, a conclu un accord anti-corruption avec le président Bolanos, excluant de facto toute alliance avec l'ex-président Aleman.

En juillet dernier, le Honduras a pour sa part protesté contre l'octroi de concessions pétrolières au Nicaragua en deçà du quinzième parallèle, qui sert de limite frontalière entre les deux pays. Tegucigalpa a avisé les missions diplomatiques de l'OEA et de l'ONU d'un sérieux différend à cet égard. Les problèmes de protection frontalière préoccupent également le Panama, qui prétend ne pas pouvoir défendre sa frontière contre la Colombie faute d'effectifs suffisants dans les forces armées. La Colombie a traversé à plusieurs reprises la frontière vénézuélienne, ce qui inquiète le Panama. Le pays a par ailleurs conclu un accord avec le Mexique contre le blanchiment d'argent par le biais d'échange d'information. Cet accord se veut un modèle de coopération permanente pour tenter de punir les délits fiscaux et les fraudes qui pourraient affecter le système bancaire international du Panama. Le gouvernement panaméen a également signé une entente d'information de nature fiscale avec l'OCDE afin d'éviter d'être inclus sur la liste noire des présumés paradis fiscaux.

paragraphe est tiré d'un article de l'Agence France-Presse intitulé « Manifestations violentes au Costa Rica », en date du 15 juillet 2002.

²⁹ Au-delà de cette nouvelle mesure qu'elles estiment trop coûteuse, de nombreuses associations contestent l'attribution par le gouvernement d'un marché de plusieurs centaines de millions de dollars à une entreprise espagnole. L'entreprise espagnole RTV, forte d'une grande expérience dans ce domaine, a remporté face à plusieurs sociétés costariennes, un appel d'offre par l'ensemble des institutions du pays chargées de veiller au bon déroulement de l'attribution de tels marchés.

³⁰ Selon La Prensa Nicaragua, le Mexicain Alejandro López Toledo, nommé comme consultant externe dans la privatisation de Enitel, la société d'État de télécommunications, aurait favorisé le consortium mexicain TV Azteca dans l'octroi des opérations de la bande cellulaire B.

Tout comme au Nicaragua, le Guatemala a été confronté à l'insécurité et à la corruption. Le gouvernement d'Alfonso Portillo a été impliqué en mars dans un grave scandale. Le président Alfonso Portillo et le vice-président Francisco Reyes López, ont été accusés d'avoir détourné des fonds publics³¹ dans des comptes bancaires au Panama. Certains hauts fonctionnaires, préoccupés par les accusations, tel l'ex-président et commissaire aux droits humains Ramiro de León Carpio, ont préféré démissionner. Les membres du Comité du congrès chargé de faire la lumière sur les événements ont aussi remis leur démission, alléguant que le Front républicain guatémaltèque contrôlait les travaux. Le président Portillo a nié les allégations de corruption et accusé l'opposition de vouloir déstabiliser le gouvernement. À la suite d'une manifestation qui a rassemblé quelque 5 000 militants syndicaux et de groupes sociaux, l'un des porte-parole de l'opposition a été assassiné. Les protestataires ont exigé la levée de l'immunité du président et du vice-président, de même que la démission du secrétaire particulier du président. Selon un sondage réalisé en juillet 2002, environ 75 % des Guatémaltèques réprouvent la gestion d'Alfonso Portillo, jugé le pire président des 15 dernières années³².

La montée de la violence et de la criminalité au Guatemala, où certains citoyens se sont faits justice en lynchant des présumés coupables, génère un climat d'insécurité pour les investisseurs étrangers. En mars 2002, le président de la Banque du Guatemala et de la Junte monétaire, Lizardo Sosa, a été séquestré aux abords de sa résidence. L'Armée guatémaltèque a aussi été couverte d'opprobre en octobre. Un officier militaire a été reconnu coupable par la Cour d'avoir ordonné le meurtre de Myrna Mack Chang, une anthropologue ayant dénoncé le rôle de l'Armée dans la persécution des réfugiés durant leur retour après 36 ans de guerre civile³³. La popularité grandissante du général Efraín Ríos Montt, jugé responsable de la mort de centaines d'autochtones durant les années 80, fait aussi craindre un retour à l'arbitraire et à l'autoritarisme. Le général est candidat aux prochaines élections.

Société

Malgré la fin des guerres civiles, l'Amérique centrale demeure la petite Afrique des Amériques. La pauvreté affecte toujours pas moins de 50 % de la population du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua et du Honduras, le Costa Rica et le Panama faisant figure d'exception relative. Selon le dernier rapport du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations-unies, les besoins alimentaires de près de sept millions de personnes, soit d'un individu sur cinq, ne sont pas comblés dans la région. Au moins 1,5 million de personnes nécessitent une aide alimentaire d'urgence après avoir perdu leurs récoltes à la suite des sécheresses qui persistent depuis cinq ans, sans compter l'effet

³¹ Les accusés auraient ouvert 23 comptes bancaires et créé quatre compagnies fantômes au Panama, où ils auraient déposé des sommes de 900 000 \$US par mois en 2001.

³² « Reprueban gestión del presidente Alfonso Portillo », *La Prensa*, Honduras, 15 juillet 2002.

³³ « Guatemalan army officer convicted over death », *Financial Times*, 4 octobre 2002.

dévastateur de l'ouragan Mitch en 1998. Le Guatemala est le pays d'Amérique latine où la malnutrition chronique est la plus importante, affectant 47 % des enfants de moins de cinq ans selon les chiffres du PAM. La famine a tué plus de 125 enfants dans l'est du pays depuis l'été 2001.³⁴

Une autre étude intitulée « L'Amérique centrale 2020 », commandée par l'Union européenne et l'Agence du développement international (AID) des États-Unis, signale que seulement dix millions des Centraméricains (sur 36 millions d'habitants) peuvent être considérés de « vrais consommateurs ». La demande totale de la région est donc inférieure à celle de la ville de Mexico, qui compte plus de 20 millions d'habitants. L'économie régionale est anémique en raison de la crise du café, le principal produit d'exportation de l'isthme. Mais l'Amérique centrale en produit moins que le Vietnam.

Les inégalités sociales persistantes et l'incurie notoire des élites d'affaires et des gouvernements complètent ce sombre portrait. Statistique probante mentionnée par la revue *The Economist*: seulement un Guatémaltèque sur cinq fréquente l'école secondaire, alors que Ciudad Guatemala, la capitale, compte de toutes les villes du monde le plus grand nombre d'hélicoptères par personne. La discrimination raciale dans ce pays de 12 millions d'habitants, qui a subi 36 ans de guerre civile et la terreur des régimes militaires, est toujours criante. Les communautés indiennes constituent 60 % de la population et souffrent toujours d'une discrimination de la part du pouvoir central. Lors de son passage au Guatemala à la fin juillet, le Pape a d'ailleurs tenu à célébrer la diversité culturelle du pays en tentant d'insuffler aux autochtones du courage devant l'adversité. Devant un demi-million de fidèles enthousiastes, Jean-Paul II a canonisé Pedro San José de Betancour, un missionnaire espagnol du XVIIe siècle, lors d'une messe en plein air à Ciudad Guatemala. Le président Alfonso Portillo a transmis le jour même au Congrès un projet de loi qui supprimerait la peine capitale³⁵.

Au Salvador, les réformes politiques appliquées depuis la fin de la guerre, en 1992, n'ont pas enrayé les problèmes socioéconomiques qui ont donné lieu à la guerre. Selon les Nations-Unies, 48 % des 6,1 millions de Salvadoriens vivent actuellement sous le seuil de la pauvreté. La Banque mondiale rapporte que le PIB per capita au Salvador reste sous la barre de 1978, année précédant le début du conflit. Les disparités sont toujours flagrantes : les 20 % plus riches contrôlent plus de la moitié des richesses, alors que les 20 % plus pauvres n'en possèdent que 3,7 %.

Le Honduras est rongé par une criminalité grandissante. Le nouveau président, Ricardo Maduro, a annoncé la nomination d'une femme, Coralia Rivera de Coca, pour diriger les 7000 membres de la police de ce pays d'Amérique centrale où les statistiques sur la délinquance sont parmi les plus préoccupantes de la région. Depuis sa prise de fonction, il y a deux semaines, M. Maduro a

également choisi des femmes pour occuper la présidence de la Cour suprême de justice et celle de la Banque centrale³⁶.

L'ambitieux Plan Puebla-Panama suscite beaucoup d'inquiétude, même s'il promet de s'attaquer aux domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'investissement. Ses détracteurs croient plutôt que ses prétentions sociales resteront lettre morte et que les pôles de développement, notamment dans l'industrie agroalimentaire, ressembleront plutôt aux zones franches des maquiladoras du Mexique, considérées comme un désastre social et environnemental.³⁷

³⁴ Le PAM ne peut venir en aide qu'à peine plus de la moitié de la population vulnérable d'Amérique centrale et a, par conséquent, les mains liées.

³⁵ Tiré de l'article « Le Pape globe-trotter. L'Amérique centrale fête son premier saint », *Le Devoir*, 31 juillet 2002.

³⁶ Tiré de l'article « Une femme, chef de la police du Honduras », *Le Devoir*, 7 février 2002.

³⁷ Cette analyse a été tirée entre autres de l'article « L'Afrique d'à côté. L'Amérique centrale a faim », de Guy Taillefer, *Le Devoir*, 19 décembre 2002.